

L'organisation 'Grassroots Empowerment for Self Reliance' (GEMS), soutenue par le Fonds pour la gouvernance et la transparence du ministère britannique du Développement international, travaille pour changer le statu quo actuel et sensibiliser sur la proposition de loi visant à obtenir 30 pour cent de représentation des femmes à tous les niveaux du gouvernement, utilisant des jingles radiophoniques.

Le président de la Sierra Leone, Ernest Bai Koroma, a déclaré que son gouvernement travaillera avec le groupe des femmes parlementaires pour élaborer et présenter le projet de loi au parlement. L'organisation travaille avec le Projet Mwananchi, qui vise à impliquer les citoyens dans la gouvernance.

"Nous avons élaboré des jingles traduits dans toutes les langues locales et une chanson qui paraîtront pour être utilisés par toutes les personnes qui travaillent sur la campagne pour le quota de 30 pour cent pour les femmes. Ils seront diffusés dans tous les 14 districts politiques du pays", a indiqué Barbara Bangura, la directrice exécutive de la GEMS. Elle a dit qu'ils forment également les femmes sur le plaidoyer et le lobbying et aussi sur le rôle à jouer dans la façon de faire pression sur leurs partis.

Environ 51 pour cent de la population sierra-léonaise est constitué de femmes, mais il n'y a que 17 femmes députées sur un total de 112 sièges, avec seulement 18,9 pour cent de conseillères dans les gouvernements locaux. Il n'y a que deux femmes ministres sur un total de 24 et quatre vice-ministres pour le même nombre.

Il y a une seule ambassadrice et seulement cinq institutions d'Etat sont dirigées par des femmes. "Nous essayons d'éduquer et de sensibiliser sur le quota minimum de 30 pour cent pour les femmes dans les prises de décisions en Sierra Leone et nous ciblons les partis politiques pour adopter ce système de quota", a expliqué Bangura.

Elle a confié à IPS qu'ils ont également veillé à ce que les messages dans les jingles et la chanson ne soient pas agressifs comme les campagnes précédentes qui ont véhiculé des messages comme "les femmes peuvent le faire mieux que les hommes". "Ces messages ont entravé nos campagnes et exclu le soutien des hommes. Maintenant, nos campagnes cherchent à obtenir l'appui de tout le monde".

Le 'Sierra Leone People's party' (Parti du peuple de Sierra Leone) est le seul parti d'opposition qui ait adopté une politique sur le genre, qui a été élaborée par les femmes du parti.

"Le but de la nouvelle politique sur le genre est de mettre en place des stratégies concrètes visant à accroître la participation de nos femmes dans l'administration du parti à tous les niveaux et à augmenter leurs chances de se présenter et de gagner les élections, tant législatives que locales", a indiqué Isatu Kabba, la présidente du groupe des femmes du parti et épouse de l'ancien président du pays, Ahmed Tejan Kabba.

Le parti au pouvoir fait de même maintenant et le 'All the People Congress (Congrès de tout le peuple – APC) est en train d'élaborer une politique sur l'égalité des sexes, selon Marie Jalloh,

députée de l'APC.

"Nous constatons une augmentation du nombre de femmes qui occupent des postes hiérarchiques du parti, à tous les niveaux dans la structure du parti. Par exemple, nous avons maintenant six femmes dans le bureau exécutif du parti alors qu'il n'y en avait que deux avant la convention du parti", a indiqué Jalloh.

Le troisième plus grand parti du pays, le 'People's Movement for Democratic Change' (Mouvement du peuple pour le changement démocratique), aurait rejeté une politique sur l'égalité des sexes introduite dans le parti par l'aile des femmes. Toutefois, Bangura a dit à IPS que la GEMS travaille avec d'autres organisations féminines, notamment le ministère de la Promotion du Bien-être social, du Genre et des Affaires de l'Enfance, pour élaborer un projet de loi.

Ce projet de loi sera présenté par le groupe parlementaire des femmes comme étant une proposition de loi faite par de simples députés. Elle a souligné que ce projet de loi couvrirait toutes les sphères des structures de prise de décisions dans le pays, en s'assurant de l'attribution aux femmes des 30 pour cent des 12 sièges réservés aux chefs suprêmes au parlement, y compris dans le secteur privé.

"Nous visons le 15 juillet de cette année pour l'adoption de cette proposition de loi (faite par de simples députés) parce que la Commission électorale nationale et la Commission d'enregistrement des partis politiques, seront en train de réviser leurs propres lois. Donc, nous voudrions qu'ils puissent intégrer le quota de 30 pour cent et développer des structures favorables à l'égalité de genre pour les élections présidentielles et législatives de 2012", a indiqué Bangura.

"Plus que par le passé, nous notons une forte volonté politique de la part du gouvernement de mettre en œuvre la recommandation sur le quota de 30 pour cent. Nous espérons que les parlementaires partageront également le même enthousiasme pour adopter le projet de loi comme loi, pour qu'au cours des élections de 2012, nous assistions à une participation plus forte des femmes", a déclaré Jalloh. (FIN/2011)